



# Table des matières

<b>3</b>	<b>AU SUJET D'ACTION CANADA POUR LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS</b>
<b>4</b>	<b>SOMMAIRE</b>
<b>5</b>	<b>INTRODUCTION</b>
<b>7</b>	<b>QU'EST-CE QU'UNE ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ?</b> Pourquoi l'éducation à la sexualité est-elle importante? Parce que la science le dit! <b>7</b> L'éducation à la sexualité est-elle un droit humain? <b>8</b> L'éducation à la sexualité doit-elle se faire à l'école? <b>9</b> L'éducation à la sexualité sauve-t-elle des vies? <b>9</b>
<b>11</b>	<b>COMMENT L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ SE PORTE-T-ELLE AU CANADA?</b> Les impacts d'une éducation à la sexualité inférieure aux normes, au Canada <b>12</b> Pourquoi l'éducation à la sexualité n'est-elle pas une priorité au Canada? <b>13</b> La situation actuelle <b>14</b> Le système des écoles catholiques <b>15</b> Le manque de soutien aux intervenant-es en éducation <b>15</b> L'éducation à la sexualité en sous-traitance <b>16</b> Le manque de ressources locales <b>17</b> Nous voulons une meilleure éducation à la sexualité, en avons besoin et y avons droit <b>18</b>
<b>19</b>	<b>LES EXPÉRIENCES DES JEUNES CONCERNANT L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ AU CANADA</b>
<b>26</b>	<b>CONCLUSION</b> Le Canada a l'obligation d'assurer l'accès de toutes les jeunes personnes à une éducation à la sexualité de qualité! <b>26</b> Ce que le Canada peut faire dès maintenant pour assurer l'accès de toutes les jeunes personnes à une éducation complète à la sexualité <b>26</b>

# Au sujet d'Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Action Canada pour la santé et les droits sexuels (anciennement la Fédération canadienne pour le planning des naissances) est un organisme progressiste et pro-choix voué à la promotion et à la défense de la santé et des droits sexuels et génésiques au Canada et dans le monde.

Nous œuvrons au Canada et dans le monde à promouvoir la santé, le bien-être et les droits liés à la sexualité et à

la reproduction, par la fourniture de soutien direct, de références et d'information; la collaboration à diverses campagnes avec d'autres groupes et organismes dans un esprit de collaboration et de bâtisseurs de mouvement; et le plaidoyer en matière de politiques sur les droits sexuels et génésiques (y compris l'avortement), le genre, les droits des personnes LGBTQ+, l'éducation complète à la sexualité, et plus encore.

# Sommaire

Ce rapport d'Action Canada fournit des informations sur l'éducation complète à la sexualité—ce en quoi elle consiste, les raisons pour lesquelles elle importe et ce qui en fait un droit fondamental de tous les individus. On y présente des observations sur l'état de l'éducation à la sexualité à travers le Canada et sur les impacts d'une éducation à la sexualité inférieure à la norme. On démontre également pourquoi, en tant que signataire de traités sur les droits de la personne, le Canada doit exercer un leadership fédéral en matière d'éducation à la sexualité afin de respecter les droits humains de toutes les jeunes personnes du pays.

Les informations sur la situation générale de l'éducation à la sexualité se font rares, au Canada. Qu'enseigne-t-on réellement aux élèves? En quoi la matière diffère-t-elle d'une province à l'autre? Que contiennent les programmes éducatifs? Qui enseigne l'éducation à la sexualité, et à quelle fréquence? Quel type de soutien les personnes enseignant-es et les intervenant-es en éducation reçoivent-ils/elles? Dans quelle mesure le Canada respecte-t-il les normes nationales et internationales en la matière?

Ce manque d'information fait en sorte qu'il est difficile d'avoir une idée claire de l'éducation à la sexualité que les jeunes reçoivent dans les salles de classe du pays et d'en évaluer les résultats. Ceci signifie également que nous n'avons pas les renseignements nécessaires pour veiller à ce que chaque individu reçoive l'éducation à la sexualité à laquelle il a droit, et pour exiger mieux de nos gouvernements si cette éducation s'avère inférieure à la norme.

**Afin d'amorcer une conversation nationale plus approfondie, Action Canada a examiné et analysé tous les programmes provinciaux et territoriaux d'éducation à la sexualité.** Avec l'appui d'organismes partenaires locaux, nous avons tenu des consultations auprès de jeunes personnes, concernant leur éducation sexuelle, à Saskatoon, à Fredericton et les environs, à Ottawa et à Toronto. Des tables rondes sont également prévues dans d'autres régions du pays afin de suivre les contextes changeants et de mieux comprendre ce qui se passe dans les salles de classe canadiennes. Ce rapport présente un aperçu des données appuyant la prestation d'une éducation complète à la sexualité, de même qu'une compilation analytique d'anecdotes de jeunes personnes de diverses communautés du pays, quant à l'éducation sexuelle qu'elles ont reçue.

Il démontre également pourquoi notre campagne nationale #SexEdSavesLives est essentielle, en ce moment.

**Note :** *Bien que le contexte évolue rapidement, le présent rapport vise à fournir aux militant-es des moyens d'engager la conversation ainsi que des informations et des outils afin de demander une meilleure éducation à la sexualité pour tous et toutes, au Canada.*

« [Mon] éducation à la sexualité ne parlait pas du tout du sexe comme tel, mais plutôt des raisons pour lesquelles on ne devrait pas avoir de relations sexuelles avant le mariage. »

16 ans, Fredericton, Nouveau-Brunswick

# Introduction

À l'heure actuelle, la qualité de l'éducation à la sexualité que les jeunes personnes reçoivent varie considérablement, au Canada. Toutes les provinces ont des programmes d'éducation à la sexualité distincts qui ont été mis à jour à divers moments. Il n'existe aucun système pour surveiller la prestation, les résultats et les besoins. Les intervenant-es en éducation reçoivent peu de soutien, voire aucun, pour développer la capacité d'offrir à leurs élèves une éducation à la sexualité complète, exacte et non stigmatisante. Lorsque des leçons sont présentées, le contenu néglige souvent les besoins et les expériences de plusieurs élèves, y compris les personnes LGBTQ+, de même que les réalités dans lesquelles les jeunes naviguent de nos jours les prises de décisions sexuelles.

Bref, l'éducation à la sexualité que la plupart des jeunes reçoivent au Canada :

1. ne satisfait pas aux normes et pratiques exemplaires internationales ni aux Lignes directrices canadiennes pour l'éducation en matière de santé sexuelle de 2019;
2. est désuète;
3. est incomplète;
4. n'est pas surveillée et évaluée de manière à assurer une prestation de qualité; et
5. est offerte par des personnes enseignantes qui reçoivent peu de soutien, voire aucun, de la part des provinces et des systèmes d'éducation et qui sont peu à l'aise avec le sujet.



Mon éducation à la sexualité a été un échec. Je n'ai pas appris les parties du corps et leurs noms corrects. On ne m'a pas enseigné qu'il existe de mauvais touchers et que des personnes que je connais peuvent aussi me faire du mal; quoi faire si quelqu'un abuse de moi, ou à qui le signaler; que mon corps m'appartient, et que j'ai le droit de dire non; et que c'est correct d'avoir une sexualité ou une identité de genre différente. On ne m'a pas montré comment communiquer et respecter mes limites; comment soutenir des ami-es ou des membres de la famille qui vivent de la violence sexuelle ou conjugale; comment réagir au rejet; et que le sexe ne devrait pas faire mal. Je n'ai jamais été informé-e des méthodes de régulation de la reproduction, comme la pilule contraceptive et l'avortement. J'ai été livré-e à moi-même, avec des sources d'information souvent peu fiables, biaisées et inexactes.

24 ans, Calgary, Alberta



Au Canada, l'accès de chaque élève à une éducation sexuelle de qualité dépend de sa province de résidence, de son conseil scolaire, de son directeur ou sa directrice d'école et du soutien que peuvent offrir les centres de santé et organismes communautaires de sa localité. Il repose également sur les capacités, les valeurs, les connaissances et le degré d'aisance de chaque personne enseignante et/ou éducateur ou éducatrice communautaire<sup>1</sup>. Ceci signifie que les jeunes d'écoles et de communautés où les ressources sont suffisantes ont un meilleur accès à des informations de qualité sur la santé, puisque les personnes enseignant-es ont la possibilité de recevoir plus de formations ou de soutien de la part d'intervenant-es en éducation sexuelle de l'extérieur.

Dans les écoles où les ressources sont limitées ou qui n'accordent pas la priorité à ce type de programme, il est possible que des jeunes ne reçoivent aucune éducation sexuelle. Les élèves dont l'enseignant-e se sent plus apte à aborder la sexualité pourraient recevoir plus d'informations que leurs pair-es dans une salle de classe adjacente. Certain-es jeunes reçoivent seulement une éducation à la sexualité fondée sur l'idéologie et l'abstinence, véhiculant des informations trompeuses et inexacts, de la part de leurs intervenant-es en éducation et/ou de tiers embauchés par l'école<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Devant l'absence de ressources pour embaucher des professionnel-les en éducation à la sexualité ou le manque d'outils pour évaluer les compétences professionnelles d'organismes communautaires qui leur proposent une « éducation à la santé sexuelle », plusieurs écoles se tournent vers des *centres de crise en grossesse* pour la prestation d'une éducation à la sexualité en milieu scolaire. Or les centres de crise en grossesse fournissent des informations inexacts, trompeuses et néfastes. <https://www.gutmacher.org/journals/psrh/2012/09/public-health-risks-crisis-pregnancy-centers>

<sup>2</sup> <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/alberta-sex-education-abortion-holocaust-1.4065411>  
<https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/edmonton-school-board-drops-abstinence-based-sex-ed-after-complaint-1.2704291>

# Qu'est-ce qu'une éducation complète à la sexualité?

L'éducation à la sexualité n'est pas toute créée égale. Ce qu'on qualifie d'« éducation sexuelle » ne constitue pas nécessairement une *éducation complète à la sexualité*. Apprendre comment placer un condom sur une banane ne suffit pas! L'éducation complète à la sexualité comporte des principes fondamentaux, des objectifs et des méthodes pédagogiques qui lui sont spécifiques.

Des expert-es de l'ONU ont récemment publié un document international sur la plus haute norme en matière d'éducation à la sexualité : les Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité (2018) de l'UNESCO. Voici comment on y définit l'éducation complète à la sexualité :

 **L'éducation complète à la sexualité est un processus d'enseignement et d'apprentissage fondé sur un programme portant sur les aspects cognitifs, affectifs, physiques et sociaux de la sexualité. Elle vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances, d'aptitudes, d'attitudes et de valeurs qui leur donneront les moyens de s'épanouir—dans le respect de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité—, de développer des relations sociales et sexuelles respectueuses, de réfléchir à l'incidence de leurs choix sur leur bien-être personnel et sur celui des autres et, enfin, de comprendre leurs droits et de les défendre tout au long de leur vie.** » —*Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité (2018)*

Mondialement, les expert-es délaissent de plus en plus une éducation sexuelle dont l'unique objectif est d'éviter les résultats négatifs pour la santé sexuelle; les jeunes personnes ont besoin de leçons qui brossent un portrait plus complet de leur sexualité et de leur santé sexuelle.

## POURQUOI L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ EST-ELLE IMPORTANTE? PARCE QUE LA SCIENCE LE DIT!

Lorsqu'elle est adéquate, l'éducation à la sexualité peut changer des vies et avoir d'importants impacts positifs sur la santé publique.

Un vaste corpus de recherches démontre qu'une éducation sexuelle de qualité, développée et fournie de manière efficace, a des impacts positifs sur la vie des individus.

Les impacts d'une éducation à la sexualité de qualité

- Amorce retardée de l'activité sexuelle
- Diminution des comportements sexuels à risque
- Utilisation accrue du condom
- Utilisation accrue de la contraception
- Connaissances rehaussées sur la sexualité, les pratiques sexuelles plus sécuritaires et les risques de grossesse, de VIH et d'autres ITS
- Attitudes améliorées à l'égard de la santé sexuelle et génésique (p. ex., attitudes positives concernant l'utilisation du condom, le recours aux soins de santé sexuelle, le développement de relations saines, la demande du consentement, etc.)

Vous avez peut-être déjà entendu dire que l'éducation à la sexualité peut avoir une influence négative sur les jeunes personnes, ou les inciter à être plus actives sexuellement, mais les recherches scientifiques démontrent que c'est faux. L'éducation à la sexualité (à l'école ou ailleurs) n'augmente pas l'activité sexuelle, la prise de risques sexuels ou les taux d'ITS/VIH<sup>3</sup>. De fait, une éducation complète à la sexualité améliore les connaissances et les attitudes à l'égard de la sexualité, notamment par une meilleure connaissance de nos droits dans le contexte des relations sexuelles<sup>4</sup>, une meilleure communication avec les parents au sujet du sexe et des relations<sup>5</sup>, une efficacité accrue dans la gestion des situations à risque<sup>6</sup>.

<sup>3</sup> UNESCO. (2018). *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité*. Consulté à [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre)

<sup>4</sup> Haberland, N. et Rogow, D. (2015). Sexuality education: emerging trends in evidence and practice. *Journal of adolescent health*, 56(1), S15–S21. Consulté à <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25528976>

<sup>5</sup> Constantine et coll. (2015). Short-term effects of a rights-based sexuality education curriculum for high-school students: a cluster-randomized trial. *BMC Public Health*. 15: 293. Consulté à <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25886554>

<sup>6</sup> *Ibid*



Je n'ai pas été exposé-e à grand-chose, en grandissant. Dans les cours d'éducation sexuelle, on a surtout parlé de menstruations, de rêves érotiques et brièvement de grossesse. Aucun autre sujet n'a été abordé en profondeur. J'ai supposé que si on n'en discutait pas, c'était probablement parce que ce n'était pas si important.

21 ans, Toronto, Ontario



L'éducation à la sexualité a également des impacts positifs à long terme sur notre environnement social et sur nos sources d'influence. Selon un domaine émergent de la recherche, sur les impacts non liés à la santé, l'éducation à la sexualité peut entraîner des changements sociétaux positifs et favoriser des relations plus solides et plus saines. La recherche indique que l'éducation à la sexualité peut prévenir et réduire la violence dans les relations intimes, la violence fondée sur le genre et la discrimination<sup>7</sup>; rehausser la confiance en soi, l'égalité des genres et la capacité d'atteindre nos buts<sup>8</sup>; et améliorer la sécurité à l'école pour les élèves LGBTQ<sup>9</sup>.



L'éducation à la sexualité se résumait surtout à une discussion sur les ITS.

17 ans, Fredericton



Même si ces facteurs ne sont pas considérés comme des résultats de santé, ils ont un impact sur notre santé et notre bien-être. Par exemple, la prévention de la violence fondée sur le genre (y compris l'agression sexuelle, le harcèlement et l'intimidation homophobe, transphobe et sexiste) améliore la santé mentale et aide à prévenir le suicide. Et la capacité de bâtir des relations plus solides et plus saines prévient l'isolement social et améliore la santé mentale.

L'éducation à la sexualité est d'une efficacité optimale lorsque les programmes scolaires sont épaulés par des initiatives communautaires comme la distribution de condoms et la formation à une approche conviviale aux jeunes pour les fournisseur(-euse)s de soins de santé, et lorsqu'on veille à l'implication soutenue des parents et des personnes enseignantes<sup>10</sup>.

## L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ EST-ELLE UN DROIT HUMAIN?

L'éducation à la sexualité n'est pas une question d'opinions. C'est une affaire de données probantes, de droits humains et d'égalité entre les genres.

**Le droit à l'éducation complète à la sexualité est protégé par des traités internationaux sur les droits de la personne** comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant. **Tous reconnaissent l'éducation complète à la sexualité comme étant un droit de la personne.** Les gouvernements sont tenus de respecter les droits de tous les individus à la santé, au bien-être et à l'égalité, ce qui exige la fourniture d'une éducation sexuelle non biaisée et scientifiquement exacte.

<sup>7</sup> UNESCO. (2018). *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité*. Consulté à [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre)

<sup>8</sup> Haberland, N. et Rogow, D. (2015). Sexuality education: emerging trends in evidence and practice. *Journal of adolescent health*, 56(1), S15-S21. Consulté à <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25528976>

<sup>9</sup> Baams et coll. (2017). Comprehensive Sexuality Education as a Longitudinal Predictor of LGBTQ Name-Calling and Perceived Willingness to Intervene in School. *J Youth Adolesc*. 46(5): 931-942. Consulté à <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5388727/>

<sup>10</sup> Chandra-Mouli et coll., 2015; Fonner et coll., 2014; UNESCO, 2015a

L'importance de l'éducation complète à la sexualité est également reconnue par des organes des Nations Unies comme l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNESCO, l'ONUSIDA et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

Chacun-e de nous a le droit de recevoir des informations de santé pertinentes et exactes afin de prendre et d'appliquer d'importantes décisions concernant notre santé et nos vies. Cette information doit nous être fournie au moment où nous sommes prêt-es, selon notre âge et notre degré de maturité ou nos capacités évolutives (certaines personnes sont prêtes avant d'autres)<sup>11</sup>.

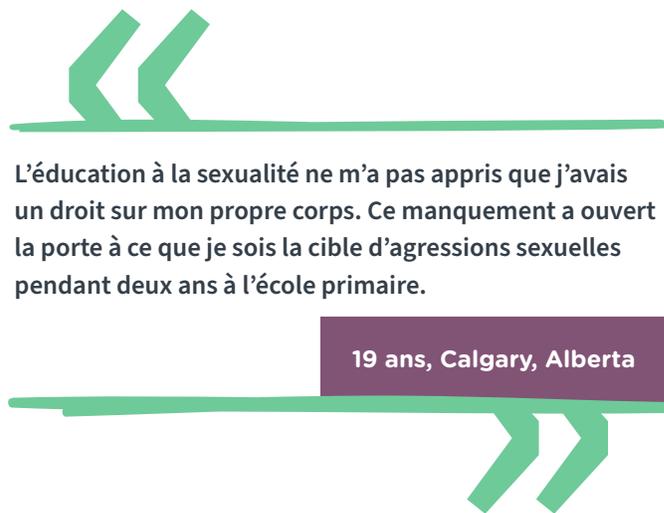
## L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ DOIT-ELLE SE FAIRE À L'ÉCOLE?

Selon les plus récentes recherches de l'UNESCO, la meilleure façon d'assurer un accès juste et égal à une information de grande qualité sur la santé et les droits sexuels et génésiques est de l'inclure dans un programme scolaire écrit pour guider les personnes enseignantes, car la plupart des jeunes transitent par le système d'éducation.

## L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ SAUVE-T-ELLE DES VIES?

L'éducation à la sexualité sauve des vies. Ceci n'est pas une exagération. Lorsqu'elle est adéquate, l'éducation à la sexualité aborde les causes sous-jacentes des résultats de santé négatifs et les prévient. Elle fournit aux individus l'information dont ils ont besoin pour mieux prendre soin de leurs corps. Ceci se traduit par une diminution du nombre de cas d'infections transmissibles sexuellement (ITS) pouvant causer des complications à vie<sup>12</sup>; de grossesses non planifiées<sup>13</sup>; de coercition reproductive<sup>14</sup>; de cancer du col utérin (et leur détection plus précoce)<sup>15</sup>; et par une diminution des problèmes de santé causés par une négligence des symptômes due à la honte ou à la peur<sup>16</sup>.

Elle aide également à créer des milieux d'apprentissage sûrs pour tous les individus ainsi qu'une culture d'égalité pour les femmes et les filles, les personnes trans et de genre non binaire et toute personne ne s'identifiant pas comme étant hétérosexuelle et cisgenre.



L'éducation à la sexualité ne m'a pas appris que j'avais un droit sur mon propre corps. Ce manquement a ouvert la porte à ce que je sois la cible d'agressions sexuelles pendant deux ans à l'école primaire.

19 ans, Calgary, Alberta

<sup>11</sup> Lansdowne, G. (2005). *Insight Innocenti : Les capacités évolutives de l'enfant*. UNICEF, Save the Children et Centre de recherche Innocenti : Italie. Consulté à [https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/evolving\\_fr.pdf](https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/evolving_fr.pdf)

<sup>12</sup> UNESCO. (2018). *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité*. Consulté à [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre)

<sup>13</sup> *Ibid*

<sup>14</sup> Miller, E., Jordan, B., Levenson, R. et Silverman, J. G. (2010). Reproductive coercion: connecting the dots between partner violence and unintended pregnancy. *Contraception*, 81(6), 457–459. La coercition reproductive est une forme de violence au sein de relations intimes qui vise à pour maintenir le pouvoir, le contrôle et la domination sur l'un-e des partenaires. Par exemple : des tentatives explicites de mettre une partenaire enceinte contre son gré, de contrôler l'issue d'une grossesse (p. ex., en forçant l'avortement ou en empêchant une personne d'accéder à ce service), de forcer une personne à avoir des relations sexuelles non protégées et d'interférer avec les moyens de contraception.

<sup>15</sup> Shepherd, J., Peersman, G., Weston, R. et Napuli, I. (2000). Cervical cancer and sexual lifestyle: a systematic review of health education interventions targeted at women. *Health Education Research*, 15(6), 681–694.

<sup>16</sup> Barth, K. R., Cook, R. L., Downs, J. S., Switzer, G. E. et Fischhoff, B. (2002). Social stigma and negative consequences: factors that influence college students' decisions to seek testing for sexually transmitted infections. *Journal of American College Health*, 50(4), 153–159.

L'éducation à la sexualité donne aux jeunes personnes les connaissances et les aptitudes dont elles ont besoin pour être elles-mêmes, pour vivre selon leur vérité et leurs valeurs; elle remet en question les normes rigides du genre et réduit la violence homophobe et transphobe, la violence sexuelle et la discrimination fondée sur le genre. Pour certain-es élèves, ceci a un effet salvateur et immédiat : le fait d'utiliser les noms et pronoms que les jeunes trans préfèrent (qui reflètent leur identité de genre) réduit considérablement leur risque de suicide<sup>17</sup>.

L'éducation à la sexualité inculque également les compétences nécessaires pour cultiver des relations saines, ce qui a un impact direct sur notre bien-être, voire notre espérance de vie. Des relations solides et saines nous aident à gérer efficacement le stress, à résoudre des problèmes et à surmonter des défis de la vie. Elles permettent également de combattre la violence sexuelle et les relations toxiques.

---

<sup>17</sup> Vance, S. R. (2018). The importance of getting the name right for transgender and other gender expansive youth. *Journal of Adolescent Health, 63*(4), 379–380.

# Comment l'éducation à la sexualité se porte-t-elle au Canada?

À l'heure actuelle, l'éducation à la sexualité qui est offerte dans les salles de classe du Canada ne reflète pas les normes relatives aux droits de la personne, les plus récentes données internationales sur les pratiques exemplaires et les [Lignes directrices canadiennes pour l'éducation en matière de santé sexuelle](#) de 2019.

En 2019, le CIÉSCAN/SIECCAN (Conseil d'information et d'éducation sexuelles du Canada) a publié des lignes directrices révisées sur l'éducation à la sexualité au Canada. Approuvé par l'Agence de la santé publique du Canada, ce document se veut un outil à l'intention des responsables des politiques et du secteur de l'éducation, pour atteindre les normes nationales qui établissent ce à quoi les Canadien-nes devraient s'attendre comme éducation à la sexualité de grande qualité.

Les Canadien-nes devraient s'attendre à ce que leur éducation à la sexualité respecte les critères suivants :

- Être accessible à tous les individus, quels que soient leur âge, leur genre, leur orientation sexuelle, leur statut ITSS, leur emplacement géographique, leur statut socioéconomique, leurs antécédents culturels ou religieux, leurs capacités et leur situation en matière de logement (y compris les personnes incarcérées, sans abri ou en établissement de soins).
- Favoriser les droits de la personne, incluant la prise de décision autonome et le respect des droits d'autrui.
- Être scientifiquement exacte et employer des méthodes pédagogiques fondées sur des données probantes.
- Être généraliste dans sa portée et sa profondeur, et aborder un éventail de sujets pertinents à la santé et au bien-être sexuels.
- Inclure les identités et les expériences vécues par les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queer, intersexuées, bispirituelles et asexuées.

- Favoriser l'égalité des genres et la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre.
- Intégrer une approche équilibrée à la promotion de la santé sexuelle, incluant les aspects positifs de la sexualité et des relations ainsi que la prévention des problèmes de santé sexuelle.
- Intégrer les enjeux émergents liés à la santé et au bien-être sexuels et y répondre.
- Être fournie par des personnes enseignantes qui détiennent les connaissances et les compétences pour donner une éducation complète à la santé sexuelle et qui reçoivent du soutien administratif.

À l'heure actuelle, les gouvernements des provinces et territoires (qui sont responsables de l'élaboration, de la mise en œuvre, de la surveillance et de l'évaluation des programmes éducatifs) échouent à offrir aux enfants et aux jeunes personnes un accès égal à l'information et aux occasions de renforcement des capacités auxquelles ils et elles ont droit, en matière de santé sexuelle. Des efforts supplémentaires sont requis pour que les programmes éducatifs soient à jour et fondés sur les données, et des investissements sont nécessaires afin que l'éducation à la sexualité respecte les lignes directrices canadiennes d'un océan à l'autre. De plus, les intervenant-es en éducation dans les milieux scolaires et communautaires doivent bénéficier du soutien nécessaire pour enseigner ce sujet délicat.

Par ailleurs, même s'il est signataire de traités internationaux relatifs aux droits de la personne, le gouvernement fédéral échoue à responsabiliser les provinces et les territoires à fournir une éducation à la sexualité conforme aux obligations de droits humains. Ceci va à l'encontre des positions exprimées par le Canada aux Nations Unies, à l'appui de la mise en œuvre complète de l'éducation à la sexualité dans le monde<sup>18</sup>.

<sup>18</sup> <https://www.sexualrightsinitiative.com/2019/hrc/what-happened-at-the-41st-session-of-the-human-rights-council/>

Le Canada échoue à ses obligations de droits de la personne en permettant aux gouvernements provinciaux et territoriaux de fournir une éducation à la sexualité inférieure à la norme, désuète, incohérente et inexacte. C'est l'ONU qui le dit. Lorsque le Gouvernement de l'Ontario a annoncé son intention d'abolir son programme éducatif en santé de 2015 et de rétrograder à une version obsolète de 1998, Action Canada, en collaboration avec des organismes communautaires (le Centre 519 et le Centre SHORE), a déposé une [requête urgente auprès des Procédures spéciales de l'ONU](#) pour attirer l'attention sur les violations de droits humains découlant de cette situation. Le 19 décembre 2018, le Canada a reçu une [communication officielle](#) d'expert-es de l'ONU en droits de la personne, lui demandant d'adopter immédiatement des mesures pour assurer le respect de ses obligations de droits de la personne.

Le message adressé par l'ONU au Canada était clair : le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont l'obligation de faire en sorte que toutes les jeunes personnes reçoivent une éducation sexuelle de qualité, et le défaut d'assurer cet accès constitue une violation des droits humains.

### LES IMPACTS D'UNE ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ INFÉRIEURE AUX NORMES, AU CANADA

Les preuves sont claires : l'éducation à la sexualité que les jeunes reçoivent (ou pas) a un impact marquant<sup>19</sup>. Au Canada, des écarts considérables s'observent dans les connaissances en santé sexuelle des jeunes<sup>20</sup>. Dans une étude réalisée en Colombie-Britannique, la majorité des jeunes personnes interviewées ont déclaré qu'on ne leur

avait pas enseigné à quel endroit elles pouvaient accéder à un dépistage d'ITS (57 %) ou à la contraception d'urgence (52 %), et qu'elles n'avaient pas appris où se procurer des condoms ou d'autres contraceptifs gratuits (38 %) ou des moyens de contraception (47 %)<sup>21</sup>.

### Les jeunes n'apprennent pas comment prévenir les ITS et ont les taux déclarés d'ITS les plus élevés au Canada

Les taux déclarés de chlamydia, de gonorrhée et de syphilis sont en augmentation constante depuis les années 1990<sup>22</sup>. Selon des données nationales de surveillance des ITS, en 2010, 63 % des nouveaux cas de chlamydia, 49 % des nouveaux cas de gonorrhée et 14,9 % des nouveaux cas de syphilis infectieuse touchaient des jeunes de 15 à 24 ans<sup>23</sup>. En 2011, un quart des résultats positifs au dépistage du VIH touchait des jeunes de 15 à 29 ans<sup>24</sup>. Les taux d'ITS continuent d'augmenter, au Canada. Après avoir été pratiquement éradiquée en 1997, la syphilis effectue un retour et le nombre de cas déclarés dans certaines provinces est effarant.



On devrait parler davantage du dépistage des ITS. Par exemple, où se faire dépister, comment ça fonctionne, comment faire pour le demander?

17 ans, Fredericton



<sup>19</sup> Données complètes accessibles ici : <http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002646/264649E.pdf>; voir également le chapitre 4 des *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité* de l'UNESCO : « Données relatives à l'éducation complète à la sexualité », accessible à [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre)

<sup>20</sup> Voir, par exemple, Kumar, M.M., Lim, R., Langford, C., Seabrook, J.A., Speechley, K.N. et Lynch, T. (2013). Sexual knowledge of Canadian adolescents after completion of high school sexual education requirements. *Pediatric Child Health*; 18(2): 74-80; Sarah Flicker, Susan Flynn, June Larkin, Robb Travers, Adrian Guta, Jason Pole, et Crystal Layne (2009). *Sexpress: The Toronto Teen Survey Report*. Planned Parenthood Toronto. Toronto, ON.

<sup>21</sup> [https://www.sexedisourright.ca/report\\_sexual\\_health\\_of\\_youth\\_in\\_bc](https://www.sexedisourright.ca/report_sexual_health_of_youth_in_bc)

<sup>22</sup> En 2011, un quart des résultats positifs au dépistage du VIH touchait des jeunes de 15 à 29 ans. Agence de la santé publique du Canada. 2014. Rapport d'étape sur les populations distinctes : VIH/sida et autres infections transmissibles sexuellement et par le sang parmi les jeunes au Canada. <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/migration/phac-aspc/aids-sida/publication/ps-pd/youth-jeunes/assets/pdf/youth-jeunes-fra.pdf>

<sup>23</sup> *Ibid*

<sup>24</sup> Agence de la santé publique du Canada. 2014. Rapport d'étape sur les populations distinctes : VIH/sida et autres infections transmissibles sexuellement et par le sang parmi les jeunes au Canada. <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/migration/phac-aspc/aids-sida/publication/ps-pd/youth-jeunes/assets/pdf/youth-jeunes-fra.pdf>

## La violence à l'encontre des jeunes femmes et des filles persiste à un taux alarmant

Les jeunes femmes ont huit fois plus de chances que les garçons d'être la cible d'un délit sexuel<sup>25</sup> et près de la moitié (46 %) des filles de niveau secondaire en Ontario ont vécu du harcèlement sexuel<sup>26</sup>. Les jeunes femmes et filles autochtones vivent plus de violence que les filles non autochtones<sup>27</sup>. En remettant en question les normes de genre néfastes, en créant une culture de consentement et en offrant aux jeunes les outils nécessaires pour bâtir des relations saines, l'éducation à la sexualité fait partie de la solution pour prévenir la violence fondée sur le genre et la violence sexuelle<sup>28</sup>.



J'aurais aimé que mon éducation à la sexualité me montre ce à quoi ressemble une relation saine, qu'elle soit platonique ou romantique. J'aurais aimé qu'on m'apprenne à identifier les schémas de relations toxiques et quoi faire quand ça nous arrive.

18 ans, Saskatoon



## Les jeunes LGBTQ+ rencontrent des disparités de santé, notamment de moins bons résultats de santé mentale et des cas plus fréquents de cyberintimidation et de cyberharcèlement<sup>29</sup>

La santé et la sécurité des personnes LGBTQ+ exigent que l'on réponde aux conclusions de travaux comme ceux du [Comité permanent de la santé de la Chambre des communes sur la santé des communautés LGBTQIA2](#) et de rapports de recherche comme celui de Wisdon2Action [sur la violence fondée sur le genre et les jeunes LGBTQ+](#) financé par l'Agence de la santé publique du Canada.

Lorsque l'éducation à la sexualité est conçue et enseignée adéquatement, elle offre une occasion de répondre à ces problèmes systémiques par des interventions précoces ayant un impact clair et démontré.

L'éducation à la sexualité peut changer des vies et avoir d'importants effets positifs sur la santé publique. Un vaste corpus de recherches démontre la différence qu'une éducation sexuelle de qualité, développée et fournie de manière efficace, peut faire dans la vie des gens. Chaque individu du Canada a besoin de vivre sainement et mérite de s'épanouir. L'éducation à la sexualité est un outil crucial pour y arriver.

## POURQUOI L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ N'EST-ELLE PAS UNE PRIORITÉ AU CANADA?

Considérant ses bienfaits, l'éducation à la sexualité de qualité devrait être une priorité urgente de politiques publiques. L'éducation à la sexualité sauve des vies et constitue une intervention clé pour répondre à plusieurs enjeux pressants de santé publique, au Canada.

Nous savons que l'éducation complète à la sexualité joue un rôle fondamental dans la création de changements positifs aux paliers individuel (personnes habilitées à vivre des vies saines, épanouies et affirmatives) et sociétal (réduction des taux d'ITS, de la violence fondée sur le genre, de la discrimination, et des résultats de santé négatifs). Alors pourquoi l'accès à l'éducation sexuelle est-il si inégal à travers le Canada? Les dirigeant-es et décideur(-euse)s du pays n'en font pas une priorité. Comment savons-nous cela?

- Il n'existe pas de stratégie nationale sur l'éducation à la sexualité.
- Même si les Lignes directrices canadiennes pour l'éducation en matière de santé sexuelle de 2019 établissent des normes élevées, il n'existe aucun mécanisme qui oblige les provinces et territoires à s'en servir pour développer des programmes d'éducation à la sexualité et faire en sorte que tous les élèves aient

<sup>25</sup> <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2013001/article/11766-fra.pdf>

<sup>26</sup> <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.586.6071&rep=rep1&type=pdf>

<sup>27</sup> Association des femmes autochtones du Canada. Fact Sheet: Violence Against Aboriginal Women. [https://nwac.ca/wp-content/uploads/2015/05/Fact\\_Sheet\\_Violence\\_Against\\_Aboriginal\\_Women.pdf](https://nwac.ca/wp-content/uploads/2015/05/Fact_Sheet_Violence_Against_Aboriginal_Women.pdf)

<sup>28</sup> UNESCO. (2018). *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité*. Consulté à [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre)

<sup>29</sup> <http://cbrc.net/sites/cbrc.net/files/LGBT%20Health%20In%20Canada%20%281%29.pdf>

accès aux mêmes informations salvatrices en matière de santé.

- Aucun gouvernement provincial ou territorial ne finance suffisamment l'éducation à la sexualité pour que les intervenant-es en éducation (en milieu scolaire et dans le secteur de la santé communautaire) reçoivent des ressources et une formation adéquates afin d'enseigner ce matériel et/ou d'acquérir la capacité de mettre à l'échelle les programmes d'éducation à la sexualité.
- Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux n'ont aucun processus standard de surveillance et d'évaluation de l'éducation à la sexualité, qui assurerait que les élèves reçoivent la même éducation à la sexualité de qualité dans toutes les salles de classe du pays.
- Il n'existe pas de mécanisme de responsabilisation lorsque l'éducation à la sexualité est inférieure à la norme ou n'est pas enseignée.
- Aucune mesure n'est prévue pour que les enfants LGBTQ+ reçoivent une éducation à la sexualité de grande qualité qui reflète leurs vies, leurs corps, leurs besoins de santé et leurs expériences spécifiques.
- Le gouvernement fédéral ne recueille pas les données nationales sur la santé sexuelle qui seraient nécessaires pour identifier les résultats, les gains et les lacunes de l'éducation à la sexualité et pour développer et surveiller les programmes éducatifs pertinents ainsi que leur prestation.

Plusieurs de nos dirigeant-es provinciaux, territoriaux et fédéraux traitent l'éducation à la sexualité comme un sujet délicat. Au lieu d'être considérée comme un enjeu de santé, l'éducation sexuelle est devenue un dossier politique brûlant; on ignore la question et on la balaie sous le tapis par crainte de contrecoups. Dans certains cas, des menaces liées à l'abolition ou à la dilution de l'éducation à la sexualité servent à galvaniser une base socialement conservatrice, ce qui peut avoir pour effet que l'enseignement de certains sujets soit retiré des programmes, ou reporté à plus tard, en raison de croyances morales et/ou d'intérêts politiques. Ceci peut également se traduire par l'abrogation ou l'annulation de la mise à jour de programmes éducatifs, par la révocation de protections pour les élèves LGBTQ+, ou encore par le refus de participer à un dialogue sur l'éducation à la sexualité ou d'affecter des ressources à sa mise en œuvre.

Lorsque l'éducation à la sexualité est politisée, l'accès à des informations susceptibles de changer votre vie pourrait dépendre de votre lieu de résidence ou de votre personne enseignant-e désignée, au lieu d'être garanti par vos droits fondamentaux à la santé et à l'éducation.

### LA SITUATION ACTUELLE

Il incombe aux provinces et aux territoires de développer les programmes éducatifs des écoles primaires et secondaires. Par conséquent, chaque province et chaque territoire a un programme distinct en matière d'éducation à la sexualité. Les différents programmes d'éducation à la sexualité offerts à l'heure actuelle ont été mis à jour à divers moments et n'incluent pas les mêmes informations. Par exemple, certains programmes incluent des leçons sur le consentement, d'autres non; certains traitent de l'identité de genre, d'autres pas; et plusieurs ne sont pas fondés sur les données probantes en ce qui a trait aux moments et aux manières d'aborder divers sujets. Notamment, malgré les bienfaits démontrés de la pratique exemplaire consistant à présenter la notion d'identité de genre en bas âge, certains programmes l'ignorent carrément ou l'abordent à un âge plus avancé. Ceci est souvent dû à des croyances personnelles, à des pressions politiques ou à des risques politiques perçus. Il en va de même pour les enseignements qui présentent la sexualité comme étant risquée, à craindre et à contrôler. Dans plusieurs programmes d'éducation à la sexualité, une grande partie des occasions de renforcement des capacités sont axées sur la gestion du risque auquel les jeunes exposent leur santé et celle des autres.

Une approche pédagogique aux prises de décisions sexuelles axée uniquement sur le risque repose sur la fausse croyance selon laquelle les discussions sur la sexualité et les comportements sexuels encouragent ouvertement la prise de risques sexuels. Cette perspective découle de ce que les chercheur(-euse)s appellent la « [propagande sur la promiscuité](#) ». Plusieurs responsables des politiques et individus qui militent activement contre l'éducation à la sexualité ont véhiculé l'idée non fondée que l'accès élargi à l'information et aux services de santé sexuelle et génésique favorise la promiscuité sexuelle. Ce mythe s'est intégré au « savoir courant » et est devenu une pierre angulaire de l'éducation sexuelle, en dépit de son inexactitude et de son non-fondement scientifique.

L'argument s'appuie sur la supposition selon laquelle l'offre d'information aux jeunes personnes signifie que la société approuve qu'elles aient des relations sexuelles, tout en réduisant leur perception des conséquences négatives du sexe et en les incitant à amorcer leur activité sexuelle, à avoir plus de partenaires sexuel-les et à avoir des comportements sexuels plus risqués. En réalité, l'approche fondée sur le risque a pour effet que les jeunes personnes ne sont pas outillées à naviguer les rencontres sexuelles, lorsqu'elles deviennent sexuellement actives, en plus d'alimenter la honte et la stigmatisation à l'égard du sexe, du désir et de la sexualité en général. Un solide consensus scientifique indique que le fait de fournir aux jeunes des informations et des services de santé sexuelle et génésique n'est pas associé à une augmentation de l'activité sexuelle<sup>30</sup>. Les jeunes personnes qui ont accès à une éducation complète à la sexualité se sentent plus autonomisées, retardent l'amorce de l'activité sexuelle et ont des taux plus élevés d'utilisation de méthodes contraceptives<sup>31</sup>.

Les différences entre les programmes et le manque de surveillance signifient que l'information que les élèves reçoivent est inexacte, voire extrêmement désuète, dans certaines régions du pays. À plusieurs endroits, des contenus plus à jour sont offerts dans des ressources supplémentaires ou des volets facultatifs, ce qui rend moins probable qu'on les présente de manière uniforme. Dans plusieurs communautés du Canada, l'éducation à la sexualité (lorsqu'elle est enseignée) ne fait qu'effleurer la surface des normes nationales et internationales et, dans le pire des cas, elle contredit carrément ces normes et/ou accuse un important retard sur celles-ci.

## LE SYSTÈME DES ÉCOLES CATHOLIQUES

Les écoles catholiques forment le plus grand système d'éducation à composante religieuse au Canada. À l'heure actuelle, cinq des treize provinces et territoires du pays autorisent des conseils scolaires à vocation confessionnelle (catholique) financés par le secteur public : l'Alberta, l'Ontario, la Saskatchewan<sup>32</sup>, les Teritoires du Nord-Ouest<sup>33</sup> et le Yukon<sup>34</sup> (jusqu'à la 9<sup>e</sup> année). De nombreuses écoles catholiques utilisent leurs propres programmes éducatifs qui ne couvrent pas d'importants aspects de la sexualité humaine et de la santé sexuelle. Plusieurs refusent également d'enseigner des sujets qui vont à l'encontre des principes de la religion, notamment en ce qui a trait à des enjeux comme les options de grossesse, le genre et la sexualité, ou fournissent des informations de santé filtrées et adaptées à la morale catholique.

L'éducation à la sexualité doit être fondée sur la science et les données, et non sur des opinions. Elle devrait fournir aux jeunes personnes les outils et l'information dont elles ont besoin pour faire des choix éclairés et pour vivre selon leurs valeurs (y compris leurs valeurs religieuses, spirituelles et familiales) d'une manière habilitée et qui respecte leurs droits.

## LE MANQUE DE SOUTIEN AUX INTERVENANT-ES EN ÉDUCATION

Bien que la qualité du contenu utilisé par les intervenant-es en éducation soit importante, il ne s'agit pas du seul facteur déterminant. Même si chaque province avait le programme éducatif le plus moderne et le plus à jour qui soit, l'éducation à la sexualité reçue par les jeunes demeurerait inférieure aux normes.

<sup>30</sup> UNESCO, 2009; Fonner et coll., 2014; Shepherd et coll., 2010; Kirby D, Emerging Answers 2007: Research Findings on Programs to Reduce Teen Pregnancy, Washington, D.C.: National Campaign to Prevent Teen and Unplanned Pregnancy, 2007, <https://powertodecide.org/what-we-do/information/resource-library/emerging-answers-2007-new-research-findings-programs-reduce>; et Kirby DB, Laris BA et Roller LA, Sex and HIV education programs: their impact on sexual behaviors of young people throughout the world, *Journal of Adolescent Health*, 2007, 40(3):206-217, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/17321420>.

<sup>31</sup> <https://www.guttmacher.org/gpr/2019/06/promiscuity-propaganda-access-information-and-services-does-not-lead-increases-sexual>

<sup>32</sup> <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/why-alberta-saskatchewan-ontario-have-separate-catholic-schools-1.4614462>

<sup>33</sup> <https://www.immigratenwt.ca/education>

<sup>34</sup> <http://www.northernpublicaffairs.ca/index/publicly-funded-catholic-schools-a-political-quagmire-in-yukon/>



Je n'ai eu qu'une seule enseignante qui paraissait à l'aise avec le sujet—sinon, tous les autres enseignants semblaient encore plus inconfortables que les élèves.

Un-e jeune participant-e aux tables rondes,  
Saskatoon, Saskatchewan



Les personnes enseignantes du Canada ne reçoivent pas le soutien et les ressources dont elles ont besoin pour devenir compétentes et à l'aise de parler de sexualité, de santé sexuelle et de relations avec leurs élèves. Si l'on considère l'éducation sexuelle au même titre que les mathématiques ou la physique, cette situation reviendrait à demander à quelqu'un qui n'a jamais suivi de cours de mathématiques—et qui n'a accès à aucun ouvrage pertinent ni à aucune occasion de développement professionnel—d'enseigner l'algèbre en classe.

Les écoles ne reconnaissent généralement pas que l'éducation à la sexualité est un sujet particulier dont l'enseignement efficace nécessite un peu plus de finesse que celui du français ou des mathématiques. Le sexe peut être un sujet embarrassant et anxiogène pour certaines personnes enseignantes. Les résultats d'une telle appréhension peuvent être désastreux pour toutes les parties impliquées, d'où l'importance de fournir aux personnes enseignantes un soutien et un renforcement des compétences pour améliorer leur capacité à parler de ces sujets, en plus d'octroyer des ressources à des intervenant-es spécialisé-es pour la présentation de ces leçons.

Un sujet donné a beau être inclus dans un programme éducatif, **ce qui est réellement enseigné aux élèves n'a jamais fait l'objet de recherches, au Canada.** Plusieurs intervenant-es en éducation se disent mal à l'aise d'enseigner l'éducation à la sexualité, et certaines

leçons sont parfois sautées<sup>35</sup>. Ceci est dû en partie au fait que plusieurs programmes éducatifs identifient des sujets importants comme exemples possibles de contenu à enseigner. Puisqu'un exemple n'est pas obligatoire, le contenu offert dépend finalement de ce que chaque intervenant-e en éducation est à l'aise de présenter. Une classe d'élèves pourrait recevoir une leçon complète sur les structures familiales diversifiées, les normes de genre, l'anatomie et les relations saines, tandis qu'une autre classe de la même école pourrait ne recevoir aucune information.



Je crois que mon enseignante essayait de bien faire, mais elle était mal renseignée et n'avait pas vraiment de formation en éducation à la sexualité ou de passion pour le sujet.

25 ans, Toronto, Ontario



## L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ EN SOUS-TRAITANCE

Dans certaines communautés, les écoles sous-traitent la prestation de l'éducation à la sexualité en invitant des organismes externes à enseigner dans leurs classes. Ceci s'explique parfois par le fait que des directeurs ou directrices d'école reconnaissent les compétences spécialisées nécessaires à offrir une éducation complète à la sexualité et préfèrent embaucher des intervenant-es professionnel-les en éducation à la santé sexuelle (habituellement moyennant des honoraires). Dans ces cas, les écoles (qui en ont les moyens) bénéficient d'une éducation à la sexualité à la fine pointe, offerte par des expert-es formé-es et souvent affilié-es à des centres de santé sexuelle. Toutefois, dans d'autres cas, les élèves peuvent recevoir la visite d'[organismes locaux anti-choix et financés par des intérêts religieux](#).

<sup>35</sup> Carman M, Mitchell A, Schlichthorst M, Smith A (2011). Teacher training in sexuality education in Australia: how well are teachers prepared for the job? 2011 Sep., *Sex Health*, 8(3):269–271, Cohen, J. N., Byers, S. E. et Sears, H. A. (2012). Factors affecting Canadian teachers' willingness to teach sexual health education. *Sex Education*, 12(3), 299–316, Lillian Carter et Dietra Wengert, University Preparation of the Sexuality Educator, *Journal of Sex Education and Therapy*, 23, 1, (83), (1998).

Il arrive fréquemment que ces organismes locaux anti-choix offrent aux écoles des cours de « santé sexuelle » gratuits. Malheureusement, plusieurs de ceux-ci ont pour mandat de fournir une éducation à la sexualité anti-choix, homophobe et fondée sur l'abstinence, [et nous savons \(par les données probantes\) que celle-ci encourage la désinformation et les résultats de santé négatifs](#)<sup>36</sup>. Ces organismes ne fournissent pas aux élèves une éducation complète à la santé sexuelle, mais plutôt des informations de santé inexactes et des perspectives fondées sur la peur et la honte, en lien avec la sexualité, les options de grossesse, l'identité de genre, les normes de genre et l'orientation sexuelle. Plusieurs partagent des informations erronées sur l'avortement, le sexe plus sécuritaire, l'identité de genre et l'orientation sexuelle, et emploient des tactiques de peur et une rhétorique de la honte pour inciter à l'abstinence avant le mariage. Ceci a pour conséquence que des écoles embauchent (consciemment ou non) des organismes qui font plus de tort que de bien, en échouant à fournir aux jeunes des informations complètes, exactes et fondées sur les données à propos de la gamme complète des enjeux liés à la santé sexuelle.

## LE MANQUE DE RESSOURCES LOCALES

Le Canada est vaste et ses populations sont concentrées dans de grands centres urbains et dans des pôles économiques (souvent au sud de chaque province). Les services et ressources tendent à être concentrés dans ces centres urbains, y compris les formations spécialisées pour les personnes enseignantes et les séances de développement professionnel nécessaires à une mise en œuvre efficace de l'éducation complète à la sexualité. Les régions urbaines profitent également d'un meilleur accès à des centres de santé sexuelle ou à d'autres organismes spécialisés qui peuvent fournir une éducation sexuelle de grande qualité en milieu scolaire et/ou communautaire. Les jeunes personnes des communautés rurales et éloignées ont souvent l'accès le plus limité à des services de santé sexuelle conviviaux aux jeunes, puisque la plupart des centres de santé sexuelle sont situés dans des centres urbains.

Des données démontrent que **l'éducation à la sexualité a le plus d'impact lorsqu'elle est épaulée par des services de santé communautaire conviviaux aux jeunes**<sup>37</sup>. Le défaut d'investir dans des infrastructures communautaires qui favorisent l'accessibilité des centres de santé sexuelle partout au pays (et non seulement dans les centres urbains) limite les outils auxquels les jeunes ont accès pour prendre soin de leur santé.

Dans les provinces, communautés et écoles sous-financées, l'éducation complète à la sexualité devient moins prioritaire que les mathématiques ou la science, par exemple, dans la formation du personnel enseignant et lors des journées pédagogiques; et moins de ressources sont consacrées à l'embauche d'expert-es externes en matière de santé sexuelle. En conséquence, à l'heure actuelle, en tant que jeune, **l'endroit où vous vivez au Canada et les ressources de votre école déterminent si vous pouvez accéder à des informations sur la santé sexuelle et génésique susceptibles de changer votre vie.**



Je n'ai même pas eu d'éducation à la sexualité. Les leçons qu'on aurait pu qualifier d'éducation sexuelle étaient de mauvaise qualité et hétéronormatives. Les personnes queer n'ont jamais été mentionnées. Je crois que l'éducation à la sexualité devrait être obligatoire et réglementée au palier national. Ça devrait être une exigence pour réussir nos cours; et on devrait choisir des personnes expérimentées pour l'enseigner au lieu de confier cette matière à n'importe quel membre du personnel. Et les ressources devraient être faciles d'accès pour chaque sujet abordé!

17 ans, région rurale de la Saskatchewan



<sup>36</sup> <https://www.gutmacher.org/news-release/2017/abstinence-only-until-marriage-programs-are-ineffective-and-harmful-young-people>

<sup>37</sup> UNESCO. (2018). *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité*. Consulté à [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre)

## NOUS VOULONS UNE MEILLEURE ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ, EN AVONS BESOIN ET Y AVONS DROIT

Devant l'ampleur des preuves à l'appui de l'éducation à la sexualité, l'inaction s'explique difficilement. L'éducation à la sexualité devrait faire partie intégrante des moyens par lesquels nos gouvernements répondent à des enjeux sociétaux et de santé publique comme les taux de VIH, la violence fondée sur le genre, la violence sexuelle et les taux croissants d'infections transmissibles sexuellement (ITS) chez les jeunes.

**Les jeunes personnes nous demandent de faire mieux. Elles veulent recevoir une éducation à la sexualité en milieu scolaire et de la plus haute qualité<sup>38</sup>. La majorité des parents en veulent autant<sup>39</sup>.**

La réticence devant l'éducation à la sexualité est due en grande partie à la stigmatisation et aux tabous entourant le sexe et la sexualité. Les médias et certaines forces politiques ont attisé les flammes en faisant de l'éducation à la sexualité un sujet de controverse et en présentant une image déformée du contenu abordé dans les leçons, pour faire avancer leur ordre du jour. Des sujets qui font partie intégrante des connaissances dont les jeunes ont besoin pour avoir une vie plus saine sont qualifiés de scandaleux, et leur présence dans les salles de classe devient une question d'opinion ou d'affiliation politique plutôt que de santé et de droits de la personne.

Mais le vent tourne. En 2019, le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes a amorcé une étude sur la santé des communautés LGBTQ2 et les manières de réduire les iniquités. Le comité a publié des [recommandations novatrices](#) qui, si elles sont mises en œuvre, pourraient améliorer considérablement la santé des communautés LGBTQ+ à travers le Canada. L'une de ses principales recommandations concerne l'éducation à la sexualité inclusive. Le comité a recommandé que Santé Canada prenne en charge l'éducation à la sexualité et « travaille avec les provinces et les territoires pour

encourager la prestation de programmes d'éducation adaptée à l'âge sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre aux enfants et aux jeunes de tous les groupes d'âge, ainsi qu'aux parents et aux tuteurs ».

Parallèlement, [un nouveau rapport](#) sur la violence fondée sur le genre recommande lui aussi de solides programmes d'éducation à la sexualité. Selon la recherche réalisée par l'organisme Wisdom2Action de Halifax, 70 % des jeunes transgenres du Canada ont déjà vécu du harcèlement sexuel; plus d'un tiers des jeunes trans de 14 à 18 ans ont été menacé-es ou blessé-es physiquement au cours de la dernière année; et entre 20 et 40 % des jeunes sans-abri s'identifient comme LGBTQ+. Ce rapport financé par l'Agence de la santé publique du Canada met en relief les perspectives de plus de 500 jeunes personnes LGBTQ+ à travers le pays, qui décrivent comment la violence fondée sur le genre les affecte, les réponses qu'elles souhaitent et leurs principales priorités d'action. L'éducation à la sexualité y est identifiée comme une importante intervention prioritaire.

Depuis qu'il est démontré que les [taux d'ITS continuent d'augmenter, à travers le pays](#), l'éducation à la sexualité est à l'avant-plan des conversations nationales. [L'annulation du programme d'éducation à la sexualité en Ontario](#) et les [attaques contre la ressource SOGI 123](#) lors des élections municipales en Colombie-Britannique ont également contribué à la visibilité de cet important enjeu à l'échelle nationale et en ont fait un point chaud des échanges politiques dans plusieurs régions. Il est important que les Canadien-nes reçoivent des informations exactes sur les raisons pour lesquelles l'éducation à la sexualité est importante, les types d'éducation à la sexualité qui ont les meilleurs impacts à vie, ce à quoi nous avons le droit, et ce qui se passe dans les salles de classe. Grâce à ces informations, nous pourrions collaborer à demander un meilleur accès à une éducation sexuelle de grande qualité et tenir responsables les gouvernements qui ne satisfont pas aux exigences.

<sup>38</sup> Sarah Flicker, Susan Flynn, June Larkin, Robb Travers, Adrian Guta, Jason Pole et Crystal Layne (2009) *Sexpress: The Toronto Teen Survey Report*. Planned Parenthood Toronto. Toronto, ON. Consulté à [http://www.ppt.on.ca/ppt/wp-content/uploads/2015/07/TTS\\_report.pdf](http://www.ppt.on.ca/ppt/wp-content/uploads/2015/07/TTS_report.pdf)  
Weissbourd et coll. (2016). *The Talk: How Adults Can Promote Young People's Healthy Relationships and Prevent Misogyny and Sexual Harassment*. Harvard. Consulté via The Making Caring Common Project : [https://mcc.gse.harvard.edu/files/gse-mcc/files/mcc\\_the\\_talk\\_final.pdf](https://mcc.gse.harvard.edu/files/gse-mcc/files/mcc_the_talk_final.pdf)

<sup>39</sup> McKay, Pietrusiak et Holowaty, 1998; McKay, Byers, Voyer, Humphreys et Markham, 2014. Advisory Committee on Family Planning, 2008; Weaver, Byers, Sears, Cohen et Randall, 2002.

# Les expériences des jeunes concernant l'éducation à la sexualité au Canada

Une approche qui se limiterait aux programmes d'éducation à la sexualité, sans tenir compte de ce qui se passe vraiment dans les salles de classe, ne servirait pas à grand-chose. Afin de proposer des politiques adéquates et d'affecter les ressources là où elles sont le plus nécessaires, il est essentiel que nous écoutions ce que les jeunes ont à dire à propos de leur éducation à la sexualité. Le contenu est important, mais la prestation de l'éducation sexuelle est un facteur déterminant dans l'évaluation de sa qualité. Sans ressources qui assurent la formation d'intervenant-es capables de fournir une éducation à la sexualité de grande qualité, l'accès à des informations de santé salvatrices continuera d'être compromis. Nous savons déjà que les jeunes veulent une éducation à la sexualité de plus grande qualité et plus moderne, et ont besoin d'intervenant-es en éducation qui sont outillé-es à l'enseigner.

Plusieurs études confirment l'importance d'investir dans une éducation à la sexualité plus robuste et adaptée aux besoins des jeunes, notamment une recherche parue dans la [revue médicale BMJ Open](#), qui a examiné 69 études sur le sujet; le [rapport de recherche](#) publié à l'automne 2018 par l'Université du Québec à Montréal et la Fédération du Québec pour le planning des naissances, qui analyse de multiples études ayant donné lieu à des interviews auprès de 6 000 jeunes personnes, à propos de l'éducation à la sexualité qu'elles reçoivent en comparaison avec celle qu'elles souhaiteraient recevoir; l'enquête [Teen Talk](#),

qui indique qu'afin que les jeunes LGBTQ jouissent des mêmes bienfaits de santé que leurs pair-es non LGBTQ, les programmes d'éducation à la sexualité doivent être inclusifs des enjeux LGBTQ; et le [rapport Sex-Ed Is Our Right](#), de Youth Co, qui relate les expériences de 600 élèves LGBTQ+ en Colombie-Britannique. Toutes ces études témoignent du statu quo qui se dégage des expériences des jeunes, en lien avec l'éducation à la sexualité à travers le pays.

Action Canada voulait entendre directement le point de vue des jeunes, à savoir à quoi ressemble l'éducation à la sexualité dans les salles de classe du pays. En 2019, en collaboration avec des partenaires locaux, notre équipe a organisé et tenu des tables rondes dans diverses communautés canadiennes pour discuter d'éducation à la sexualité avec de jeunes personnes. Ceci nous a donné un meilleur aperçu de la situation actuelle de l'éducation à la sexualité et de ce qui doit être fait pour l'améliorer. Ces consultations en tables rondes éclaireront également le mémoire d'Action Canada à l'intention du Comité des droits de l'enfant de l'ONU<sup>40</sup>, en vue de l'examen du Canada en 2020.

Des jeunes de Fredericton et les environs, d'Ottawa, de Saskatoon et les environs, de Toronto et de Calgary ont partagé les perspectives suivantes avec nous.

<sup>40</sup> Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU est un organe composé de 18 expert-es indépendant-es et chargé de surveiller la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant par ses États parties.

**Selon plusieurs jeunes personnes consultées, l'éducation à la sexualité était très élémentaire et n'incluait pas d'occasions de conversations approfondies sur les aspects sociaux de la sexualité et sur le contexte dans lequel les jeunes naviguent leurs relations romantiques et sexuelles.**

« L'éducation à la sexualité se résumait surtout à une discussion sur les ITS. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

« Enseigner l'éducation à la sexualité en termes purement scientifiques a pour effet d'écartier tout le reste. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Saskatoon, Saskatchewan*

« J'aurais aimé que mon éducation à la sexualité me montre ce à quoi ressemble une relation saine, qu'elle soit platonique ou romantique. J'aurais aimé qu'on m'apprenne à identifier les schémas de relations toxiques et quoi faire quand ça nous arrive. » —*18 ans, Saskatoon, Saskatchewan*

« Je n'ai pas été exposé-e à grand-chose, en grandissant. Dans les cours d'éducation sexuelle, on a surtout parlé de menstruations, de rêves érotiques et brièvement de grossesse. Aucun autre sujet n'a été abordé en profondeur. J'ai supposé que si on n'en discutait pas, c'était probablement parce que ce n'était pas si important. Avec du recul, je souhaiterais vraiment avoir posé plus de questions ou avoir fait plus de recherches par moi-même. » —*21 ans, Toronto, Ontario*

**Pour certain-es participant-es, l'éducation à la sexualité avait fait l'objet d'une seule leçon ou de séances irrégulières, plutôt que d'un solide programme présentant l'information et les occasions de renforcement des capacités de manière graduelle au fil des années.**

« Je n'ai reçu qu'une seule année d'éducation à la sexualité; c'était comme passer de rien du tout à plein d'informations effrayantes et intenses sur la gravité des ITS—ça ne nous a pas été présenté graduellement. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Saskatoon, Saskatchewan*

« J'ai reçu un peu d'éducation à la sexualité, mais pas beaucoup. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

« On nous a parlé des ITS, mais c'est tout. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

**Même si les personnes enseignantes offrent des leçons sur la santé sexuelle, les discussions plus concrètes sur les comportements sexuels peuvent être taboues. Lorsque les intervenant-es en éducation sont mal à l'aise ou que l'abstinence est présentée comme étant la meilleure option, il se perd de nombreuses informations cruciales.**

« L'éducation à la sexualité ne parlait pas du tout du sexe comme tel, mais plutôt des raisons pour lesquelles on ne devrait pas avoir de relations sexuelles avant le mariage. Du genre "la chasteté, c'est la clé!" » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

« Les maladies et le sexe étaient amalgamés en une seule notion. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Saskatoon, Saskatchewan*

« L'éducation à la sexualité tournait autour de la chasteté et ne parlait pas du tout de sexe. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Saskatoon, Saskatchewan*



« On devrait parler davantage du dépistage des ITS! Par exemple, où se faire dépister, comment ça fonctionne, comment faire pour le demander? » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

« Tout ce que nous avons eu, c'était des arguments pro-vie, des mensonges "scientifiques". »  
—*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Saskatoon, Saskatchewan*

Toutes les jeunes personnes à qui nous avons parlé ont affirmé n'avoir jamais reçu de leçon sur l'avortement dans le cadre de leur éducation à la sexualité. Une seule personne (de Fredericton, Nouveau-Brunswick) a dit que l'avortement avait fait l'objet d'un « débat » dans un cours de sociologie. Cette personne était d'avis que si on fournissait plus d'information sur l'avortement dans les cours d'éducation à la sexualité, la question ne susciterait pas autant de « débat ».

### Plusieurs jeunes ont parlé de l'inconfort de leurs intervenant-es en éducation.



« Je n'ai eu qu'une seule enseignante qui paraissait à l'aise avec le sujet—sinon, tous les autres enseignants semblaient encore plus inconfortables que les élèves. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Saskatoon, Saskatchewan*

« Personne ne veut enseigner ça. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

« Je ne crois pas que les profs ont la formation ou sont à l'aise d'enseigner l'éducation à la sexualité. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

### Parfois, l'inconfort et le manque de formation font en sorte que des personnes enseignantes ne présentent pas de leçons d'éducation à la sexualité.

« La plupart de mes ami-es et moi n'avions reçu aucune information sur la puberté, le sexe, le genre, la santé sexuelle et tout ça, jusqu'à temps d'avoir des problèmes dans ces domaines-là. » —*18 ans, Oromocto, Nouveau-Brunswick*

### L'omission de certains sujets peut avoir des impacts à long terme, car elle alimente la peur et la stigmatisation associées aux corps et à la sexualité.



« L'éducation à la sexualité fondée sur l'abstinence ou la honte ne fait que nous enseigner la peur et la honte. Ceci nous conduit à juger les autres par peur, par ignorance et par honte intériorisée. On finit par aliéner toute personne qui ne cadre pas dans le narratif prescrit en lien avec la sexualité, et par ignorer les vies et les expériences de nombreuses personnes. Il ne peut être qu'habilitant d'informer les gens sur leurs corps et leurs identités et sur les corps et identités des autres. »

—*25 ans, Toronto, Ontario*

**Les approches fondées sur l'abstinence et la peur peuvent également priver de jeunes personnes d'informations importantes sur la prévention de la violence. L'enseignement des noms corrects des parties du corps et de la notion d'autonomie corporelle dès un jeune âge, et tout au long de l'éducation, est une intervention cruciale pour prévenir la violence fondée sur le genre et la violence sexuelle.**

« Mon éducation à la sexualité a échoué à m'enseigner que j'ai une autonomie sur mon propre corps. Elle ne m'a pas non plus aidé-e à être à l'aise dans mon corps et avec qui je suis. Je n'ai jamais appris la notion du consentement. J'aurais dû apprendre ça aussi tôt qu'en maternelle—que mon corps m'appartient, ainsi que tous les droits s'y rattachant. J'aurais dû être au courant que je n'étais pas obligé-e de tenir la main de quelqu'un; de donner des câlins à des membres de ma famille, à des personnes enseignantes ou à des ami-es; ou d'embrasser qui que ce soit si je n'en avais pas envie. Je n'aurais pas dû accepter que des garçons me taquinaient parce qu'ils «m'aiment peut-être» ou que des garçons ou des hommes me touchent ou me sifflent après parce que c'est comme ça ou que c'est juste un compliment. J'aurais dû savoir que je pouvais retirer mon consentement, pour qu'on ne profite pas de moi, même si j'avais dit «oui» plus tôt. J'aurais dû savoir que chaque personne est différente et mérite d'être aimée, et je n'aurais pas dû arriver à croire que je méritais d'être dénigré-e. » —24 ans, Toronto, Ontario

« Les relations toxiques devraient être abordées avant l'école secondaire, où les gens peuvent s'embarquer dans de très mauvaises relations. Elles doivent être abordées à tous les niveaux, même par le biais d'ateliers annuels. » —Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick

« Mon éducation à la sexualité a été un échec. Je n'ai pas appris les parties du corps et leurs noms corrects. On ne m'a pas enseigné qu'il existe de mauvais touchers et que des personnes que je connais peuvent aussi me faire du mal; quoi faire si quelqu'un abuse de moi, ou à qui le signaler; que mon corps m'appartient, et que j'ai le droit de dire non; et que c'est correct d'avoir une sexualité ou une identité de genre différente. On ne m'a pas appris non plus comment communiquer et respecter mes limites; comment soutenir des ami-es ou des proches qui vivent de la violence sexuelle ou conjugale; comment réagir au rejet; et que le sexe ne devrait pas faire mal. Je n'ai jamais été informé-e des méthodes de régulation de la reproduction, comme la pilule contraceptive et l'avortement. J'ai été livré-e à moi-même, avec des sources d'information souvent peu fiables, biaisées et inexactes. » —24 ans, Calgary, Alberta

« Mon éducation à la sexualité n'a jamais souligné l'importance du consentement en lien avec la santé sexuelle. Les leçons sur le consentement devraient comprendre des informations sur l'histoire de la violence sexuelle exercée à l'endroit des communautés marginalisées, y compris sur l'eugénisme et les pensionnats. Ces histoires ont un impact à la fois direct et indirect sur notre rapport personnel à la santé sexuelle, aux relations et à nos communautés. Le plaisir est un autre aspect crucial qui a été négligé dans mon éducation sexuelle. Il est important que les jeunes sachent que le sexe, c'est plus que des méthodes contraceptives et des ITS—c'est aussi des perversions, des fétiches et la communication. Ces sujets sont tout aussi importants que la contraception et les ITS. » —21 ans, Toronto, Ontario



« L'éducation à la sexualité ne m'a pas appris que j'avais un droit sur mon propre corps. Ce manquement a ouvert la porte à ce que je sois la cible d'agressions sexuelles pendant deux ans à l'école primaire. Le contenu de l'éducation à la sexualité doit englober le consentement et la violence sexuelle; et une culture de consentement doit être intégrée dans nos interactions sociales et nos valeurs dès la maternelle. Ça devrait être obligatoire. En n'enseignant pas le consentement, le gouvernement canadien contribue à priver des jeunes de leur pouvoir et de leur droit à l'autonomie corporelle. Enseigner le consentement sauvera des vies et préviendra des traumatismes qui affectent des gens tout au long de leur vie. » —19 ans, Calgary, Alberta

**Pratiquement chaque jeune à qui nous avons parlé a fait état d'un manque de contenu sur les identités, la sexualité et les relations LGBTQ+. Ceci fait écho aux conclusions du rapport [Sex-Ed Is Our Right](#) de Youth Co.**

« Le personnel enseignant ne parlait pas de la communauté LGBTQ+ dans le contexte du sexe et des relations. Ceci contribue à ce que des personnes se sentent isolées, en plus d'alimenter l'ignorance. » —17 ans, Saskatoon, Saskatchewan

« L'éducation à la sexualité ne m'a rien appris sur les identités et le sexe queer et trans, ce qui m'a empêché-e de devenir une personne ayant confiance en soi. » —18 ans, Saskatoon, Saskatchewan

« Mes profs ont exclu des informations indispensables sur la santé sexuelle. Il manquait beaucoup d'information. En plus, ils utilisaient des sources d'information désuètes et incorrectes. Les leçons excluait les élèves LGBTQ+ et les quelques renseignements offerts sur la sexualité n'étaient pas assez clairs. Les profs ne comprennent pas bien tous les enjeux et peuvent les faire paraître effrayants ou insurmontables. » —18 ans, Fredericton, Nouveau-Brunswick

« Mon éducation à la sexualité a échoué à me fournir toute information utile sur les relations sexuelles autres qu'entre un homme et une femme. Elle n'a rien présenté comme étant normal et valide à l'extérieur de ce cadre. » —17 ans, Fredericton, Nouveau-Brunswick

« On ne m'a rien enseigné sur les enjeux transgenres; j'ai appris par moi-même. L'éducation est un outil pour mettre fin à la transphobie. » —17 ans, Fredericton, Nouveau-Brunswick

« Je n'ai même pas eu d'éducation à la sexualité. Les leçons qu'on aurait pu qualifier d'éducation sexuelle étaient de mauvaise qualité et hétéronormatives. Les personnes queer n'ont jamais été mentionnées. Je crois que l'éducation à la sexualité devrait être obligatoire et réglementée au palier national. Ça devrait être une exigence pour réussir nos cours; et on devrait choisir des personnes expérimentées pour l'enseigner au lieu de confier cette matière à n'importe quel membre du personnel. Et les ressources devraient être faciles d'accès pour chaque sujet abordé! » —17 ans, région rurale de la Saskatchewan

« Il n'y avait pas assez d'éducation sur l'identité de genre, en particulier les identités trans. La matière sur le consentement ou le sexe plus sécuritaire était insuffisante et je ne me sentais pas concerné-e par les leçons. » —23 ans, Ottawa, Ontario

« Pour les cours d'éducation à la sexualité, on séparait les garçons et les filles—ce qui n'est pas très bon pour les personnes trans! » —Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick





« Mon éducation à la sexualité a échoué à répondre à mes besoins et à respecter mes droits en tant que femme queer cisgenre. Mon enseignante d'éducation à la santé traitait les identités sexuelles LGBTQ+ comme un ajout facultatif plutôt que comme une partie intégrante du programme éducatif. Elle parlait du consentement et du plaisir sexuel de manières dommageables et déshabilitantes. Les seules fois où elle a parlé d'enjeux LGBTQ+, c'était pour répondre à des questions sur le sujet; sinon, elle ne semblait pas trouver ça pertinent. Notre discussion sur le consentement expliquait "comment dire non à un garçon qui fait pression pour avoir des relations sexuelles", ce qui nous attribuait la responsabilité de faire cesser la violence sexuelle et excluait toute possibilité que nous puissions vouloir des relations sexuelles, que nous n'en voulions pas ou que ce ne soit pas avec un garçon. Je me souviens aussi que l'enseignante nous a averties que nous avons la responsabilité de dire à nos partenaires masculins d'aller plus lentement. Je crois que mon enseignante essayait de bien faire, mais elle était mal renseignée et n'avait pas vraiment de formation en éducation à la sexualité ou de passion pour le sujet. » —25 ans, Toronto, Ontario

**L'information limitée, voire nulle, que les jeunes personnes reçoivent sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (y compris des informations de santé sexuelle pertinentes aux personnes qui se situent sur le spectre LGBTQ+) illustre la problématique plus large du manque de contenu pertinent à leurs vies. Chaque jeune a le droit à l'information, à la santé, à la non-discrimination, à la protection contre la violence et à la sécurité. L'éducation à la sexualité devrait refléter une diversité de contextes, d'identités et d'expériences.**



« Je n'ai pas appris comment le colonialisme avait affecté les identités de genre et la sexualité. Il n'y avait pas de représentations de corps qui me ressemblaient et d'exemples de relations saines issus de ma communauté. » —21 ans, Toronto, Ontario

« D'après mon expérience, l'éducation à la sexualité devrait aider les gens à cerner et à renforcer leur identité personnelle—et à comprendre que c'est correct même si elle n'est pas conforme au courant dominant. » —18 ans, Toronto, Ontario

« L'éducation à la sexualité devrait inclure des informations pertinentes à la vie sexuelle de tout le monde. » —Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick

**L'absence d'expérience uniformisée, en matière d'éducation à la sexualité, est un enjeu qui a émergé de toutes les discussions.**

« Nous avons tous eu des expériences différentes, et rien de standard, comme éducation à la sexualité—chaque personne a vécu quelque chose de différent. » —Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Oromocto, Nouveau-Brunswick

Les irrégularités incluaient l'exactitude scientifique des informations communiquées. Certain-es jeunes ont dit avoir appris des faits inexacts, voire complètement faux. Plusieurs participant-es ont signalé avoir reçu des informations erronées concernant les condoms et leur utilisation, ce qui les a rendu-es moins prêt-es à se protéger contre les ITS. Par exemple, certain-es participant-es de Fredericton ont été étonné-es d'apprendre que les condoms protègent contre la grossesse et les infections; on les avait faussement informé-es dans leurs cours d'éducation à la sexualité que les condoms protégeaient seulement contre la grossesse (et non contre les ITS).

### Des jeunes ont également signalé l'enjeu du consentement parental.

Il y avait consensus, parmi les participant-es aux consultations, quant au fait que chaque personne a droit à l'éducation à la santé sexuelle, sans égard à ses parents, à ses origines, à ses identités, à sa religion, à sa race, etc. Plusieurs participant-es ont affirmé explicitement que l'éducation à la sexualité devrait être une exigence à l'obtention d'un diplôme.

« [Exiger le consentement parental], c'est encourager l'ignorance et la perpétuer, car ça empêche la prochaine génération d'être ouverte à une éducation à la sexualité adéquate. » —*Un-e jeune participant-e aux tables rondes, Fredericton, Nouveau-Brunswick*

Le consentement parental est un enjeu qui fait la manchette. Dans plusieurs provinces, les parents ont le droit de retirer leurs enfants des cours d'éducation à la sexualité. Mais le rôle des parents et le droit des jeunes de recevoir une éducation complète à la sexualité ne sont pas en opposition. Le droit international des droits de la personne reconnaît le rôle des parents de guider leurs enfants et de les soutenir tout en respectant leurs capacités évolutives. Comme les adultes, les enfants jouissent de la gamme complète des droits de la personne, de même que de droits additionnels en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui reconnaît leurs besoins changeants au fil de leur avancement vers l'âge adulte. Dans le contexte de l'éducation à la sexualité,

bien que les parents jouent un rôle crucial en aidant leurs enfants à réaliser leurs droits, les enfants sont les principaux titulaires de droits et les gouvernements ont l'obligation d'assurer le respect de leur droit à une éducation complète à la sexualité.

Les jeunes personnes ont l'expérience la plus directe de l'éducation à la sexualité; elles sont les plus affectées par une éducation sexuelle inférieure à la norme. Considérant les témoignages que nous avons recueillis, il est évident que le Canada ne fait pas le nécessaire pour respecter le droit des enfants et des jeunes à une éducation complète à la sexualité.

# Conclusion

## LE CANADA A L'OBLIGATION D'ASSURER L'ACCÈS DE TOUTES LES JEUNES PERSONNES À UNE ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ DE QUALITÉ!

L'éducation complète à la sexualité est reconnue comme un droit humain fondamental de tous les enfants et jeunes. En vertu des droits de la personne, le Gouvernement du Canada a l'obligation de fournir à tous les enfants l'accès égal à une éducation complète à la sexualité fondée sur les données probantes, scientifiquement exacte et de la plus grande qualité<sup>41</sup>.

« L'éducation complète à la sexualité est un processus d'enseignement et d'apprentissage fondé sur un programme portant sur les aspects cognitifs, affectifs, physiques et sociaux de la sexualité. Elle vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances, d'aptitudes, d'attitudes et de valeurs qui leur donneront les moyens de s'épanouir—dans le respect de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité—, de développer des relations sociales et sexuelles respectueuses, de réfléchir à l'incidence de leurs choix sur leur bien-être personnel et sur celui des autres et, enfin, de comprendre leurs droits et de les défendre tout au long de leur vie. » —[Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité \(2018\) de l'UNESCO](#)

[Le Gouvernement du Canada a l'obligation en vertu des droits de la personne](#) de fournir à tous les élèves une éducation à la sexualité fondée sur les données probantes, scientifiquement exacte, sensible au genre, inclusive des personnes LGBTQ+ et positive à l'égard du sexe. Il doit aider les personnes enseignantes à fournir une éducation complète à la sexualité, en travaillant avec les provinces et territoires afin de répondre aux lacunes et de mettre à jour les programmes scolaires et les capacités conformément aux [Lignes directrices canadiennes pour l'éducation en matière de santé sexuelle de 2019](#).

## CE QUE LE CANADA PEUT FAIRE DÈS MAINTENANT POUR ASSURER L'ACCÈS DE TOUTES LES JEUNES PERSONNES À UNE ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ

- Lancer une stratégie nationale et une campagne de sensibilisation afin d'égaliser l'accès à l'éducation complète à la sexualité dans l'ensemble des provinces et territoires, conformément aux Lignes directrices canadiennes pour l'éducation en matière de santé sexuelle de 2019.
- Octroyer des fonds à l'Agence de la santé publique du Canada pour soutenir la formation d'intervenants professionnels en éducation à la santé sexuelle.
- Octroyer des fonds à l'Agence de la santé publique du Canada pour assurer une surveillance nationale régulière d'indicateurs de la santé sexuelle.

<sup>41</sup> [A/HRC/39/L.13/Rev.1](#)